

**Interview** Directeur de la revue « Passages », Émile Malet est le concepteur et délégué général du Forum pour le développement durable, dont la 6<sup>e</sup> édition se déroulera à Brazzaville, en République du Congo, du 27 au 30 octobre. Il revient sur l'origine et les perspectives de cette manifestation mondiale.

## Développement durable : « Les États doivent accepter la supra-nationalité »

Propos recueillis par Luigi Elongui

### ■ D'où vient l'idée de rencontres périodiques sur le développement durable ?

□ La revue *Passages*, dont je m'occupe, a été créée en 1987 et depuis vingt ans organise des séminaires et des forums. Nous avons été parmi les premiers à initier un dialogue pluridisciplinaire sur l'énergie et l'environnement. Nous avons également stimulé le débat sur la question de l'altérité et des relations internationales : un événement n'a de sens que s'il est cadré historiquement et dans le contexte international. Dans cette perspective, nous avons traité les thèmes de l'énergie, de la santé et de l'environnement et, à partir de là, avons travaillé sur la problématique du développement durable par rapport aux ingrédients fondamentaux que sont l'éducation, la santé et les transports. Selon les critères pluridisciplinaires de *Passages*, le développement durable consiste en l'harmonisation de l'économie avec la politique, et des problèmes de l'environnement avec ceux des relations internationales. Tous ces éléments doivent être pris en considération globalement.

■ **Le prochain sommet se déroule au Congo, en Afrique. Or, nous savons qu'aucun développement ne se fait sans un véritable État, condition qui n'est pas remplie dans la plupart des pays africains...**

□ Bien sûr, pour installer le développement durable, il faut un État, et un État de droit. Celui-ci est malheureusement le maillon faible de l'Afrique, car il n'y a pas tellement d'États responsables. Il y a certains États forts, et il vaut mieux un État fort que pas d'État du tout. Mais il faut encourager les États africains à avoir des structures gouvernementales qui fonctionnent, car elles seules peuvent harmoniser

les infrastructures fondamentales du développement durable. En plus, l'idée de développement durable n'est pas un héritage colonial. Elle est née dans les années 1990, dans l'opposition aux trusts capitalistes, notamment à l'agrocapitalisme qui était en train de détruire les petites structures agricoles. La notion de développement durable vient donc d'une réaction des petits producteurs contre les grands producteurs. Le défi est que, aujourd'hui, on ne peut pas faire la césure entre le cri des paysans d'Amérique latine ou d'Afrique et la technologie sophistiquée portée par l'Occident qui, elle seule, est en mesure de faire avancer le développement durable. Par exemple en permettant d'utiliser du charbon en captant le gaz carbonique, producteur de l'effet de serre.

■ **Le forum de Brazzaville a été sponsorisé par l'État congolais, puis par l'Union africaine. Pourquoi l'Afrique ? Quels seront les autres partenaires ?**

□ On a toujours considéré que le développement suivait la diagonale Nord-Sud. L'Afrique a donc pleinement voix au chapitre. Le choix de Brazzaville s'explique aisément. Il s'avère que le bassin du Congo est la deuxième forêt mondiale en termes de superficie, après l'Amazonie. Or, la forêt est un capteur de CO<sub>2</sub>, faisant baisser l'effet de serre et empêchant le réchauffement climatique. L'urgence est donc qu'aujourd'hui l'Afrique, avec le bassin du Congo, dise au reste du monde : « Si vous voulez que nous intégrions le développement durable en protégeant notre forêt, nous sommes prêts. » À ce

moment-là, il faut enclencher un processus vertueux : valoriser économiquement ce bien naturel et payer pour le préserver. Le Japon a ainsi accordé 2 milliards de dollars pour le bassin du Congo, et dans le fonds européen constitué par la Grande-Bretagne, la Norvège et la France, chacun a alloué des sommes très importantes, qui sont gérées par les Nations unies et la Banque africaine de développement. Ensuite, l'Union africaine est devenue partenaire en tant que co-organisatrice, au même titre que la Commission Afrique des Nations unies.

■ **Comment gérer la forêt congolaise qui se trouve dans un état catastrophique ?**

□ Cette forêt est le deuxième patrimoine mondial de l'humanité, et elle n'est gérée ni économiquement, ni socialement, ni écologiquement. Actuellement, elle est mal entretenue. Elle n'est pas débroussaillée, les arbres n'y sont pas taillés, il n'existe pas de véritables routes. Il y a en revanche du braconnage et quelques pâturages. Les gens abattent les arbres et tout l'environnement est livré à des appétits individuels. Bref, il n'y a pas de planification d'un développement économique et écologique du bassin du Congo.

■ **Sur quelles perspectives concrètes se penchera le forum ?**

□ D'abord, les pays africains qui y participeront vont montrer aux bailleurs de fonds qu'ils se sont saisis de la question et vont accepter de mettre en place, dans leur politique gouvernementale, un volet « développement durable ». Ensuite, il va y avoir un plan d'action pour délimiter le bassin

LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE VIENT D'UNE RÉACTION  
DES PETITS PRODUCTEURS CONTRE LES GRANDS PRODUCTEURS.

du Congo en secteurs et dégager des initiatives prioritaires. Il faut prioritairement empêcher la déforestation en établissant un programme opérationnel à l'échelle des pays limitrophes. Enfin, il faudra s'engager dans la dépollution du fleuve Congo, bâtir des centrales hydroélectriques, assainir les eaux.

■ **On connaît les problèmes de corruption. Comment faire pour que l'argent distribué aille vraiment au développement durable?**

□ Les pays africains ont obtenu que l'argent du développement durable soit géré par eux-mêmes, mais cet argent va être distribué selon des priorités d'action, dans le cadre d'une politique générale et en respectant les critères essentiels de la bonne gouvernance. Ces pays doivent par conséquent accepter de coopérer entre eux sur des projets qui seront évalués par la communauté internationale et dans ses différents organismes, où beaucoup d'Africains

dans la Commission Afrique des Nations unies, de hauts responsables auront en charge la supervision de tout le processus.

■ **La Chine est devenue un pays important dans le développement de l'Afrique. Est-elle associée à ce projet?**

□ Vu la croissance de l'Asie, sa consommation énergétique et les migrations très importantes venant de Chine, il est impossible de bâtir un projet comme celui-là sans inclure ce pays. La Chine est un partenaire équivalent, si ce n'est supérieur, aux partenaires européens, et est complètement intégrée dans le processus de développement international. Néanmoins, une question se pose : lorsqu'on parle de développement durable, il faudrait aussi parler de gouvernance, et la Chine devrait à son tour accepter des conditions de gouvernance...

■ **Peut-on envisager la périodisation d'un forum en Afrique?**

□ Pour l'instant, on a souhaité le faire en

est aux prémices d'une réflexion sur la nécessité d'une manifestation périodique en Afrique. Si le Forum donne des résultats, je pense qu'il sera nécessaire de disposer de cet outil pour accompagner la réalisation de tous les projets. Mais il faudra accepter une supra-nationalité du développement durable. On est en face des mêmes questions posées par le réchauffement climatique : celui qui pollue chez soi pollue chez le voisin. Si l'on n'assume pas les règles, le développement durable ne pourra pas se faire car il y a trop d'argent en jeu qui suscite convoitise et corruption. Les États doivent accepter la supra-nationalité et une démarche altruiste.

■ **Qui seront les vedettes de ce forum?**

□ De nombreux chefs d'État, d'anciens présidents de l'Union africaine, seront présents. Nous avons invité des responsables politiques du monde entier. On a tenu à avoir une délégation africaine de premier plan, des représentants américains, asia-



D.R.

« Il faut protéger la forêt congolaise, qui est le deuxième patrimoine mondial de l'humanité. »

occupent des fonctions très importantes. Ces Africains sont les plus exigeants quant à la bonne gouvernance dans leurs pays. En plus, au sein de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement et

Afrique et on a choisi le Congo comme lieu d'ancrage, en relation avec l'Union africaine. Il apparaît de plus en plus clair qu'il faut une version africaine du Forum mondial du développement durable. On en

tiques et européens de grandes institutions et des autres figures emblématiques, comme le secrétaire général des Nations unies et Wangari Maathai, la présidente du Forum mondial de l'environnement. ■